

la tribune

Forum

Finance

p. 3

Arts et divertissements p. 5

Les associations conservatrices en recrutement cet automne

par Denis DUFRESNE
SHERBROOKE — Dans les comités de Lotbinière, Frontenac, Drummond et Mégantic-Compton-Stanstead, les associations conservatrices se joindront cet automne à une campagne nationale de recrutement.

Le président de l'Association conservatrice du comté de Lotbinière Jacques Nadeau estime qu'avec 500 adhérents en ce moment le membership de son organisation est en meilleure posture qu'en 1984, alors que l'on en comptait entre 100 et 150.

Selon lui, le Parti conservateur a une structure relativement autonome et doit "à chaque année convaincre ses adhérents", ce qui lui assure une base militante forte.

A l'occasion de la campagne nationale de recrutement de l'automne, l'organisation compte atteindre le seuil des 1.000 membres. Quant à son exécutif, l'Association conser-

vatrice de Lotbinière en a élu un nouveau le 13 avril dernier.

M. Nadeau dit ne pas s'inquiéter de la baisse du membership provincial et l'explique par le fait qu'une fois au pouvoir, le Parti conservateur a eu bien d'autres priorités que de mener une campagne de recrutement.

L'Association conservatrice du comté de Drummond, avec ses 700 membres, compte elle aussi se joindre cet automne à la campagne nationale de recrutement, mais son président Michel Lafrenière estime "qu'à l'approche des élections, ça va être plus facile de recruter des gens plus intéressés".

Celui-ci attribue la baisse du nombre de membres "à un mauvais fonctionnement de la formule de recrutement", car lorsque la carte de membre est émise, le membre n'est pas automatiquement invité à renouveler, a-t-il expliqué.

M. Lafrenière estime également "que c'est plus difficile de militer quand on est au pouvoir que dans l'opposition".

Celui-ci précise par ailleurs que le mandat de l'exécutif du comté de Drummond, élu en avril 1985, prend fin en juin.

Des 5.000 membres que comptait l'organisation conservatrice dans Frontenac, comté du ministre des Communications Marcel Masse, il en reste environ 2.000 en règle.

Le président de l'Association conservatrice de Frontenac, Edgar Morissette, pense que le parti va redémarrer dès cet automne et que les organisations de comté, délaissées selon lui après les élections de 1984, vont reprendre des forces.

Dans Frontenac, toutefois, il souligne que l'exécutif est toujours actif et ira probablement en élections dimanche lors de l'assemblée annuelle.

M. Morissette, qui ne se représente pas au poste de président, n'est pas inquiet de la baisse des membres au Québec: "ce qui a manqué, c'est que la structure du parti n'était pas en place, mais en ce moment il y a des congrès et des jeunes qui arrivent".

Dans Mégantic-Compton-Stanstead, où l'organisation est très décentralisée en raison de la grandeur du territoire, le député François Gerin explique que cinq sous-régions élisent chacune un président et un vice-président qui siègent sur l'exécutif du comté. Les prochaines élections devraient se dérouler cet automne.

Actuellement en pleine campagne de recrutement, l'organisation compte recueillir entre 1.300 et 1.500 adhérents; l'an dernier elle en comptait près de 1.500.

M. Gerin souligne qu'après la période pré-électorale de 1984, "il n'y a pas eu d'efforts de renouvellement des cartes de membres" et que cet exercice a été laissé depuis lors à chaque comté.

Pour ce qui est du comté de Brome-Missisquoi, le président de l'Association Gilles Mercure n'a pu être rejoint, étant retenu à l'extérieur.

Baisse du nombre de membres Les conservateurs restent confiants

par Denis DUFRESNE

SHERBROOKE — Malgré une diminution significative du nombre de membres depuis les élections de septembre 1984, les présidents des associations conservatrices de l'Estrie ne se disent nullement inquiets et estiment même que le Parti conservateur est en train de solidifier ses assises dans la région.

Au bureau du Parti conservateur à Ottawa, Mme Anne-Marie Desrochers, adjointe à la directrice nationale associée, refuse de divulguer le nombre de membres actuels du parti au Québec, expliquant que les dates de renouvellement des cartes varient selon les comtés et qu'il n'y a pas de chiffres de disponibles.

Mais il semble qu'à l'échelle de la province, seulement 30.000 des 125.000 membres que comptait le PC avant son arrivée au pouvoir auraient renouvelé leur adhésion et que bon nombre d'exécutifs régionaux seraient moribonds.

Un rapide tour d'horizon permet cependant de constater qu'en Estrie, l'ensemble des organisations fonctionnent sur une base régulière et comptent au moins quelques centaines de membres chacune.

Dans Sherbrooke, le parti compte quelques centaines de membres et entend "se rendre à 700 cet automne et à 1.000 pour les élections", précise le président de l'Association conservatrice Paul-Marcel Bellavance.

Celui-ci souligne qu'il importe avant tout d'avoir des membres

vraiment intéressés, prêts à se mobiliser pour le parti. "ce qu'on veut c'est un réseau de bénévoles dans lequel on va puiser pour des activités".

Selon lui, l'organisation fonctionne très bien à Sherbrooke, ainsi le souper bénéfice en présence du ministre des Communications Marcel Masse a attiré, il y a quelques semaines, 300 personnes.

De tels événements, selon M. Bellavance, sont "des indications que tout le long de l'année ces gens-là (les membres) sont présents et viennent encourager le candidat".

Pour ce qui est de l'exécutif du comté, M. Bellavance précise que celui-ci se réunit une fois par mois pour l'organisation des événements (sociaux, sportifs ou autres). Il y a également différents comités qui gravitent autour: financement, communications, recrutement, etc.

Quant à la baisse du nombre de membres au Québec, Paul-Marcel Bellavance ne s'en inquiète pas, mais concède que dans certains comtés les députés devront faire un effort pour être réélus.

Avant d'aller défendre les francophones hors Québec

Rhéaume invite Gil Rémillard à protéger le français au Québec

MONTRÉAL (PC) — Avant de se porter à la défense des francophones hors-Québec, le gouvernement québécois devrait chercher à consolider la situation de la langue française sur son propre territoire.

Telle est l'opinion du chef du Parti indépendantiste du Québec, Gilles Rhéaume, qui réagissait vendredi aux propos du ministre des

Relations intergouvernementales, Gil Rémillard.

Le ministre a rendu publiques vendredi, lors d'un colloque tenu au Mont-Gabriel, les conditions d'une adhésion éventuelle du Québec à l'accord constitutionnel de 1982.

"Le gouvernement libéral tente de nous éblouir en nous attendrissant sur le sort des francophones hors Québec, alors que la seule majorité francophone sur le continent subit des assauts continus au niveau de son identité", a déclaré M. Rhéaume.

Dans une entrevue parue dans le quotidien Le Devoir de samedi, le ministre Rémillard annonçait son intention de revendiquer, lors des pourparlers constitutionnels, la reconnaissance explicite des francophones hors Québec dans l'article 23 de la Charte canadienne.

Dénonciation des conditions

M. Rhéaume a par ailleurs tenu à dénoncer les cinq conditions mi-

nimales d'une adhésion éventuelle du Québec à l'accord constitutionnel posées par le gouvernement Bourassa.

Selon lui, le fait de demander la reconnaissance du Québec comme société distincte constitue un net recul dans notre histoire.

"C'est ridicule de réduire le peuple du Québec à la dimension d'une société", a déclaré hier le chef du PI Gilles Rhéaume, nous avons toujours été considérés comme peuple fondateur et non comme une société.

Le chef du PI croit absolument nécessaire de mettre sur pied une commission parlementaire à Québec sur la question des négociations constitutionnelles. De plus, dans le cas d'une entente, il demande au ministre Rémillard de respecter sa promesse électorale en soumettant la ratification de l'adhésion du Québec au Canada Bill à un référendum populaire.

Fidèle à lui-même, M. Rhéaume est convaincu que les "maladresses" du gouvernement Bourassa, notamment l'amnistie foncière et l'affaiblissement de la loi 101, convaincront les Québécois de la nécessité de l'indépendance.

Même avec la loi 101 nous ne sommes pas immunisés contre l'invasion culturelle de langue anglaise, comme le démontrent les résultats du sondage du Conseil de la langue française rendus publics hier, a souligné le chef du PI.

Le NPD-Québec à la défense de la loi 101

MONTRÉAL (PC) — Le conseil national du NPD-Québec, réuni à Montréal en fin de semaine, s'est porté à la défense de la loi 101 et a critiqué le "laisser-aller" du gouvernement Bourassa dans le dossier linguistique.

Le parti estime que l'essentiel des dispositions de la loi 101 doit

être maintenu et appliqué, et que tout changement à cette loi "fondamentale" doit faire l'objet d'un vaste débat public et être sanctionné par voie référendaire.

Le NPD estime que l'affichage unilingue anglais doit être totalement prohibé, tout en avançant que dans certaines régions, l'usage d'une deuxième langue pourrait être autorisé, en autant que le français demeure prédominant.

Les néo-démocrates soutiennent de plus que le gouvernement devrait débloquer les fonds et les effectifs nécessaires à une application systématique de la Charte de la langue française.

De plus, le parti affirme que l'Etat doit rétablir le budget de fonctionnement de Radio-Québec, pour lui permettre de remplir adéquatement sa mission culturelle.

Québec veut cimenter les liens avec l'Afrique

QUÉBEC (PC) — "Nous devons cimenter par des liens économiques les bases que nous avons établies dans le domaine culturel avec les pays d'Afrique, notamment lors du premier sommet francophone de Paris, en février."

C'est ce qu'a déclaré hier soir le ministre des Relations internationales Gil Rémillard, à l'ouverture d'un colloque sur l'entrepreneuriat Québec-Afrique, organisé par l'université Laval en collaboration avec d'autres organismes.

Rappelant qu'il avait participé au sommet francophone en compagnie du premier ministre Robert Bourassa, M. Rémillard a déclaré: "Le premier ministre et moi-même avons profité de cette occasion pour établir des contacts au plus haut niveau, contacts que nous allons approfondir encore davantage dans les mois et les années qui viennent."

C'est dans cette perspective, a dit M. Rémillard, qu'il entreprend dès cette semaine un voyage en Afrique.

Il faut voir de façon concrète le potentiel de coopération que nous offrent les retombées du sommet, a déclaré M. Rémillard en invitant les entrepreneurs québécois à profiter au maximum des possibilités de coopérations qui se présenteront.

Le Québec et de nombreux pays africains ont en commun la langue française. Quelque 75 millions d'Africains parlent français et les pays qui ont le français comme langue officielle ou comme langue seconde représentent une population globale de 170 millions d'habitants.

Mais le Québec n'est pas ouvert seulement aux pays francophones, il est aussi intéressé au monde arabe et à l'Afrique anglophone, a affirmé M. Rémillard.

Relations

"Notre histoire et notre situation géographique nous ont aussi rapprochés du monde anglo-saxon, de sorte que nous sommes bien placés pour développer des relations diversifiées et mutuellement profitables avec l'ensemble de l'Afrique."

L'Afrique doit trouver elle-même les chemins et les moyens de son développement. Le monde entier a besoin d'une Afrique forte comme facteur de stabilité et de progrès, et cela suppose que l'Afrique trouve une croissance économique qui corresponde à sa démographie et un essor technologique qui s'inspire de ses traditions et de sa propre créativité, a déclaré le ministre.

"Mais elle est en droit d'attendre des pays industrialisés une attitude de solidarité et un sens de la justice qui permettent de donner un contenu réel à ses aspirations."

Cette vision d'un échange mutuellement profitable, c'est aux entrepreneurs de la définir et

c'est aussi à eux "de trouver les voies de cette collaboration qui nous permettra de réaliser nos ambitions nationales ou individuelles."

Pour le Québec, la francophonie, la diversité culturelle, l'innovation industrielle, scientifique et technologique, ainsi que l'expérience acquise en Afrique sont des atouts à utiliser pour établir des relations économiques et commerciales mutuellement profitables avec les pays africains, a conclu le conférencier.

Le secrétaire général du colloque, M. Yovi Bouka, dans un document remis aux participants, affirme que "le Québec pourra jouer le rôle d'une véritable locomotive du développement économique de l'Afrique francophone même si l'orientation à donner à ce développement incombe aux Africains eux-mêmes".

Ont collaboré avec l'université Laval à la tenue de ce colloque, la Fondation de l'entrepreneuriat, fondée en 1980; la Chambre africaine de commerce et d'industrie du Canada; le ministère du Commerce extérieur; le ministère des Relations internationales; le Centre de commerce international de l'Est du Québec; et la Faculté des sciences de l'administration de Laval.

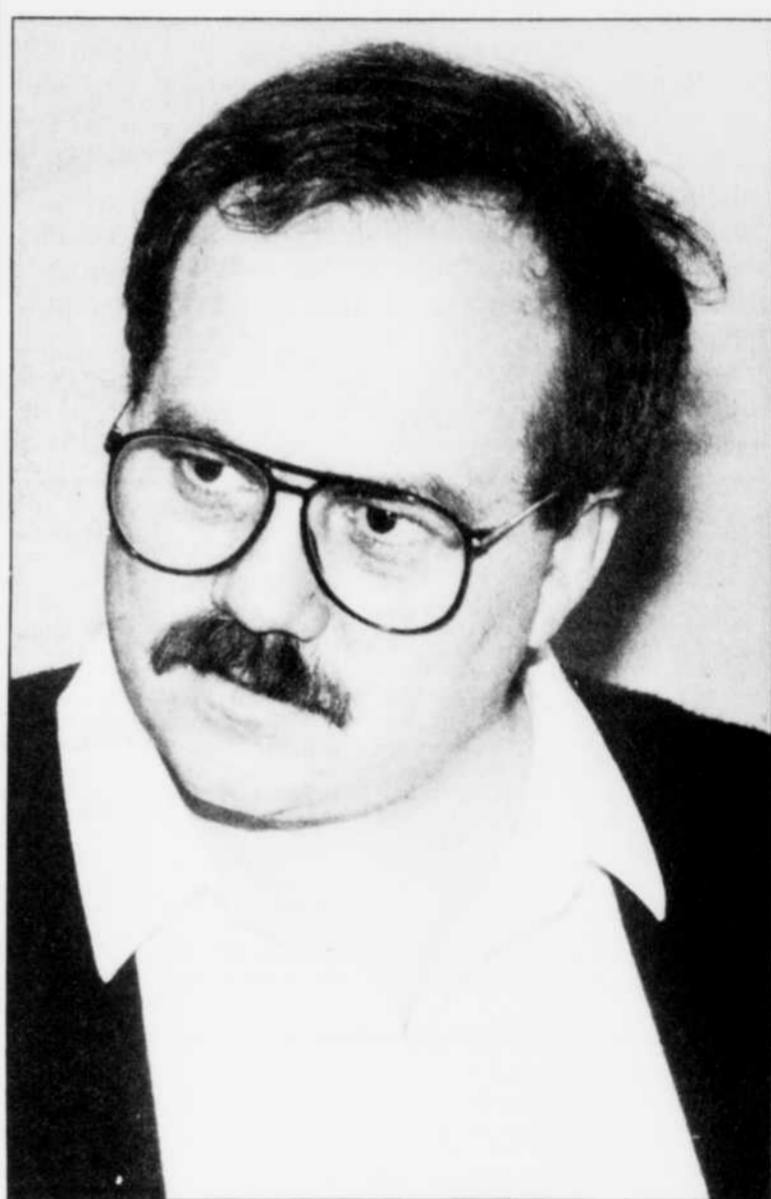
Visite officielle au Québec

QUÉBEC (PC) — La ministre chargée de la francophonie au sein du gouvernement français, Mme Lucette Michaud-Chevry, a amorcé hier une visite officielle de trois jours au Québec.

Au cours de son séjour, Madame

Michaud-Chevry s'entretiendra notamment avec la vice-première ministre Lise Bacon, et avec le ministre des Relations internationales Gil Rémillard.

Elle participera également au 54e congrès de l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences.



Paul-Marcel Bellavance, président de l'Association progressiste conservatrice du comté de Sherbrooke.

POUR L'AMOUR DE DIEU, DONNEZ.

Cet uniforme dans la rue est comme un phare. C'est un signal d'aide. De compassion. De dévouement.

Très peu de gens savent tout ce qu'on exige d'un soldat de l'Armée du Salut. Des horaires inhumains. Une patience à toute épreuve. Affronter des situations pénibles.

Prendre en charge ceux dont la société est incapable

d'assumer la responsabilité

Apporter de l'aide, de l'espoir, à ceux qui en ont le plus besoin.

Mais certains le savent.

Quiconque a reçu un jour l'aide de l'Armée du Salut le sait.

Pour tous ces gens, nous vous demandons de donner.

Autant que vous pouvez.

Pour l'amour de Dieu.



Renseignez-vous au bureau suivant:
Sherbrooke et Lennoxville
 Comité de District
 B.P. 195,
 Lennoxville, Qué. J1M 1Z4

De la télévision pensée en Estrie

Radio-Québec en Estrie, comme entité administrative, sera donc rayée de la carte quand le projet de loi déposé par le ministre Richard French sera adopté. D'un gouvernement élu en partie sur la promesse de couper les dépenses et donc de réduire la taille de l'Etat, la décision n'étonne pas. Quand vient le temps de se serrer la ceinture dans une famille, personne n'est à l'abri, seules les dépenses essentielles ne sont pas comprimées. Et Radio-Québec n'avait pas, n'a pas et n'aura pas le caractère d'une institution essentielle.

Mais entre diminuer les budgets d'opération et supprimer toute une opération, il y a une marge. Que la gestion purement financière soit centralisée, c'est compréhensible. Mais que désormais ce soit à Montréal qu'on effectue les choix, qu'on détermine les sujets et qu'on bâtisse les émissions pour l'Estrie, c'est irréaliste. Cela s'inspire de la proposition du conseil d'administration de Radio-Québec de concevoir et de réaliser l'information régionale à partir du bureau-chef. Il n'y pas de meilleure façon pour en arriver à prouver que les Québécois ne sont pas intéressés par cette formule. C'est vrai qu'un reportage sur un artisan du Saguenay est moins susceptible d'intéresser l'Abitibi et qu'un dossier sur le textile en Estrie ne créera d'émotion en Gaspésie.

Le gouvernement supprime Radio-

Québec en Estrie sous prétexte que la région est bien desservie par d'autres réseaux et stations de télévision. Mais les Estriens payant des impôts comme le reste des Québécois ont le droit de conserver sinon un centre administratif, du moins un certain pourcentage d'heures de télévision par mois à Radio-Québec. Et répétons-le, pas de la télévision produite par des penseurs et intellectuels de Montréal, mais de la télévision conçue par des gens d'ici et pour des téléspectateurs d'ici. Déjà sur certains dossiers comme la cartographie, le textile et le sommet socio-économique, une maison de production privée de télévision a été impliquée, ce qui contribue à alléger le fardeau financier de la production. C'est dans cette veine qu'il faut poursuivre et non pas en faisant appel à la maison-mère.

Radio-Québec ne défonce pas les cotes d'écoute; son mandat n'a jamais été de se maintenir en avant ou au niveau des autres télévisions, aucune télévision éducative au monde n'y parvient. Evidemment cela ne doit pas être un prétexte à la médiocrité, mais il ne faudrait pas que le gouvernement ou ses porte-parole, comme la semaine dernière la ministre Monique Gagnon-Tremblay, évalue sur le seul plan de la rentabilité, une institution culturelle. Pas plus que l'université ou l'école. Radio-Québec ne doit être jugée en fonction de critères purement comptables.

Jean Vigneault



L'OPINION DES LECTEURS

La politique "éducative" du Collège

Lors de sa réunion du 21 avril dernier, le C.A. du Collège décidait d'accepter les recommandations du comité ad hoc chargé d'étudier les projets soumis dans le cadre d'utilisation du solde du fonds (408 714\$).

On se souviendra que ce montant pouvait être utilisé pour réaliser:

- a) des projets de développement à caractère pédagogique
- b) des projets d'investissement générateurs d'économies
- c) des projets augmentant la qualité de vie et de productivité de la communauté collégiale en renforçant l'insertion et l'intégration du Collège dans le milieu Sherbrookoise et régional. (1)

Dans cet énoncé de politique, malgré des préoccupations socio-économiques bien évidentes, il nous semblait que l'énoncé a) avait une certaine prépondérance et qu'on avait, même au C.A., des préoccupations "d'abord" pédagogiques.

Imaginez notre désillusion! Des 26 projets soumis, on a principalement retenu le suivant: "LA CLIMATISATION DES PAVILLONS 1, 2 ET 3" qui à défaut d'être a) à caractère pédagogique

b) générateur d'économie ou c) renforçant l'insertion du Collège dans le milieu, présente au moins l'intérêt d'être le PLUS COUTEUX de tous les projets présentés!! (282 800\$). Note 2

En théorie donc, on se préoccupe de pédagogie mais en pratique, c'est la "quincaillerie", l'équipement qui prend toute l'importance.

La quincaillerie, l'équipement...

Il n'y a pas si longtemps d'ailleurs, le Collège a investi de grosses sommes d'argent en équipement micro-informatique. On aurait pu penser qu'au moins, par le biais de l'utilisation du solde du fonds, le Collège aurait cherché à rentabiliser au maximum ces investissements tout en encourageant au maximum ces investissements tout en encourageant des projets d'innovation pédagogique.

C'était en effet possible. Plusieurs projets, qui provenaient de départements d'enseignement différents et qui totalisent eux, des coûts de 250 000\$ le permettaient.

Hélas, d'après le choix effectué, il semble clair que, pour le Collège: — il est peu important d'améliorer la qualité de l'enseignement et

de l'apprentissage des étudiants même par le biais de l'ordinateur.

— il est peu important de jouer un rôle de pointe (par un soutien financier adéquat) dans la recherche au niveau collégial.

— il est peu important d'encourager la réalisation d'activités génératrices de renouveau et de discussions pédagogiques qui auraient, elles, la caractéristique de faire du Collège un nouveau important dans le réseau de l'Éducation, et que la "mission éducative" du Collège c'est d'abord assurer "une atmosphère respirable pour tous" au propre mais surtout pas au figuré.

Eh bien nous, nous étouffons!

signé:
Les pédagogues du département de mathématiques du collège de Sherbrooke
Claude Dessureault

(1) Extrait de la politique d'utilisation du solde du fonds. CEGEP INTER 25 novembre 1985.

(2) Extrait de la liste des projets présentés dans le cadre de l'application de la politique d'utilisation du solde du fonds. (Mars 1986)

BILLET

Rayons de soleil

Les parents sont comme des jardiniers. Pour voir grandir l'enfant, comme pour voir sortir la fleur de terre, il faut beaucoup d'attention et de patience. Rien de spectaculaire, mais un travail constant. Et quand la tâche du jardinier est terminée, souvent la fleur ira réjouir d'autres yeux, d'autres coeurs, donner l'idée à d'autres de planter et de semer eux aussi. Comme c'est le cas pour les enfants.

— 0 —

Il y a des peines d'amour qui ne passent, même chez les grands. Même si on prétend que dans une société moderne les brisures d'amour sont normales.

Quatre enfants et une femme sont morts la semaine passée d'un échec d'amour, d'une rupture de courants entre deux coeurs. Parce qu'on pense encore que l'amour fait seulement partie de la vie, alors que l'a-

mour est l'oxygène de la vie, est la vie.

— 0 —

Alors que la vie de milliers de personnes a été menacée par l'accident nucléaire en Ukraine, des politiciens du Canada ont vu là une occasion de vendre plus de pétrole ou d'autres formes d'énergie moins dangereuses. Ce n'est pas rassurant de confier nos destinées à des calculateurs aussi cyniques.

Albatros des mers

SONDAGE GALLUP

Baisse de la consommation d'alcool

La consommation de boissons alcoolisées par les Canadiens après avoir atteint un sommet de 82 pour cent en 1985 est redescendue à 77 pour cent.

La baisse semble s'être produite parmi tous les groupes d'âge. Ce sont les Canadiens entre 18 et 29 ans qui constituent la plus forte

proportion de buveurs d'alcool avec 85 pour cent; mais l'année dernière, ils étaient 90 pour cent. Chez les gens d'âge moyen, il y a eu une légère baisse, de 86 à 84 pour cent. La plus importante diminution se retrouve chez les personnes de 50 ans et plus: de 70 pour cent en 1985 à 64 pour cent en 1986.

Le sondage a été mené auprès de 1 045 adultes entre le 13 et le 15 mars. La marge d'erreur est de 4 pour cent, 19 fois sur 20.

La question était: "Consommez-vous à l'occasion des boissons alcoolisées telles que spiritueux, vin ou bière, ou si vous vous en abstenez complètement?"

	NATIONAL	18 à 29 ANS	30 à 49 ANS	50 ans ET PLUS
1986	77%	85%	84%	64%
1985	82%	90%	86%	70%
1984	79%	89%	82%	67%
1983	73%	83%	77%	59%
1982	77%	85%	83%	63%
1981	77%	86%	82%	62%
1980	74%	83%	79%	61%
1979	74%	82%	80%	59%
1978	78%	85%	82%	68%
1974	75%	82%	77%	66%
1969	67%	73%	74%	56%
1958	65%	70%	68%	57%
1949	65%	67%	70%	56%
1943	59%	59%	64%	53%

POINT DE VUE

Les jeunes et l'emploi

Sortir de l'école et se lancer à la recherche d'un emploi en ces années-ci représente un défi de taille lorsqu'on considère l'état de la situation actuelle: taux de chômage élevé, mises à pied fréquentes, exigences rigoureuses en termes d'expérience, quantité effarante de candidatures en regard d'un seul poste, etc.

Pour faire face à cette situation, on demande aux jeunes, garçons et filles, de modifier leurs attitudes et leurs comportements de chercheurs et chercheurs d'emploi. On leur demande, par exemple, d'élargir leur champ de recherche et de s'investir dans des domaines qui ne sont pas exactement ce qu'ils recherchent, mais où ils auront la possibilité d'acquiescer tout de même une expérience valable.

On leur demande également d'accepter des emplois à temps partiel, ou encore temporaire, toujours en leur faisant comprendre que c'est là un bon moyen d'enrichir son curriculum vitae et d'améliorer son employabilité.

On développe à leur intention toutes sortes de programmes dont la valeur est indéniable, mais qui sont parfois utilisés par les employeurs comme un moyen de bénéficier d'un main-d'oeuvre à bon marché beaucoup plus qu'un moyen de former véritablement du personnel.

On leur recommande de prendre les emplois disponibles, même si ceux-ci sont peu rémunérés, sous prétexte que c'est mieux que rien.

On les encourage à ne pas se mettre de barrières géographiques, et à sortir de leur région pour augmenter leurs chances de se trouver un emploi.

On les incite à maintenir leur motivation envers et contre tout, malgré l'accumulation de déceptions ressenties sans réponse, malgré le sentiment d'échec devant les réponses négatives à répétition, etc.

Bref, on leur demande BEAUCOUP ! Et qu'est-ce

que nous leur offrons en retour? NOUS LES ADULTES INSTALLES?

Que sommes-nous prêts-tes à faire pour eux, nous qui nous sommes dotés de conditions de travail tellement privilégiées que l'on ne peut ou ne veut plus les garantir pour ceux et celles qui arrivent, sous prétexte qu'on ne peut ou ne veut plus les assumer.

Bien sûr, on entend de plus en plus parler de nouvelles pratiques de temps de travail, d'initiatives mises de l'avant dans certains milieux pour faciliter l'accès des jeunes au marché du travail, mais ce sont là des cas isolés. Que cette situation soit difficile à changer en peu de temps, j'en conviens. Mais que l'on ne réagisse pas davantage comme collectivité, je trouve la situation indécente. Indécente parce que nous sommes en train de marginaliser les jeunes alors que l'on devrait les intégrer en douceur, et les préparer à assumer la relève de demain; indécente parce que nous leur demandons de payer la note de ceux et celles qui se sont installés confortablement dans toutes les sphères d'activités, et qui protègent maintenant leur acquis.

Pendant combien de temps allons-nous nous contenter de déplorer la situation plutôt que de nous y attaquer véritablement et collectivement, nous les travailleurs, patrons, syndiqués, gouvernants?

Dans la région de Sherbrooke, le Conseil Régional de l'Emploi de l'Estrie (C.R.E.E.) s'est donné comme mandat, entre autres, d'aider les jeunes, à prendre leur place sur le marché du travail. Voilà qui est bien!

Cependant, le C.R.E.E. ne peut rien sans la participation de tous les autres partenaires impliqués! A nous de jouer!

Denise Marquis,
Club de Placement
(Centre de recherche
d'emploi pour les jeunes)

Les effets du budget sur les locataires

Pour ceux et celles que la question du logement et de l'habitation intéresse le récent budget du gouvernement Bourassa donne matière à réflexion. Retenons deux éléments: le décret d'une taxe sur le mazout et le gaz naturel et l'introduction de la déduction sur les gains de capitaux.

D'abord la taxe, outre le débat de principe, on peut chercher à en connaître les effets à court et moyen terme. Ainsi, il faut savoir que c'est \$97 millions que cette taxe de 9% sur l'huile à chauffage et le gaz naturel ira chercher, cette année, dans les poches des consommateurs et consommatrices. Selon Michel Turgeon, porte-parole de la pétrolière Esso à Montréal, c'est environ \$90.72 de plus par année qu'un client moyen devra déboursier à cause de la taxe. Plus spécifiquement c'est près d'un tiers (1/3) des Québécois qui verront leurs factures de chauffage subir une augmentation substantielle l'hiver prochain. Dur coup donc pour "l'équilibre budgétaire" des familles à faible revenu, dont on sait que la majorité se chauffe encore à l'huile. Sans compter que le logement représente déjà plus de 50% des dépenses inscrites au budget des personnes à faible revenu.

La semaine de travail d'un enseignant comprend vingt-sept heures de présence obligatoire à l'école à l'intérieur d'un horaire quotidien de huit heures et d'un programme hebdomadaire de trente-cinq heures. La tâche éducative, c'est-à-dire la partie de la tâche d'un enseignant qui se fait en présence des étudiants, comprend surtout de l'enseignement proprement dit. Elle comprend aussi du temps pour permettre à des étudiants qui ont de la difficulté à apprendre d'obtenir une aide spéciale de leurs professeurs: c'est la récupération. De plus, par l'encadrement, l'étudiant reçoit un service de soutien qui lui est offert par un tuteur ou professeur responsable. Enfin, la tâche éducative comprend aussi l'ensemble des activités en dehors de l'horaire qu'elles soient socio-culturelles, sportives ou récréatives. Cette tâche éducative est de vingt-trois heures au préscolaire et au primaire et de vingt heures au secondaire par semaine.

Peut-on dire alors que les enseignants ne travaillent que vingt-sept heures par semaine? Sûrement pas! Il y a une nette différence entre la tâche réelle et globale qu'un enseignant accomplit et celle qui s'effectue en présence des étudiants(es).

Nous n'avons pas encore parlé du travail qui précède et qui englobe la tâche éducative comme telle. Donner une heure de cours prend en moyenne de deux à trois heures de préparation; l'enseignant doit d'abord bien posséder sa matière, il doit élaborer une pédagogie appropriée à chaque partie du programme et au type d'étudiants à qui il enseigne. Vous me dites aussitôt: "Mais dès que ce travail là est fait, c'est fait pour toujours". Si c'était vrai, on aurait la vie facile mais malheureusement ce n'est pas le cas. Comme les programmes changent fréquemment, on est obligé de se rajuster et souvent de se recycler. De plus on doit refaire les exercices d'apprentissage et d'éva-

luation qui ne sont plus appropriés. Avec la diminution de la clientèle scolaire depuis plusieurs années, les enseignants changent de discipline ou complètent leur tâche dans un autre champ d'enseignement, ce qui fait que tout est à recommencer. Les activités en dehors de l'horaire nécessitent une planification et une préparation qu'on néglige souvent d'évaluer et de reconnaître.

Ajoutons à cela le stress qui accompagne ces changements, le nombre toujours plus élevé d'élèves par groupe à qui on ne peut plus offrir un service valable, les enfants qui éprouvent des difficultés d'adaptation et d'apprentissage qu'on intègre dans des classes régulières et à qui, souvent on n'accorde plus de support faute de personnels spécialisés et vous avez un portrait réel de la tâche actuelle d'un enseignant.

Gilles Lecours
pour l'Association des locataires de Sherbrooke

La vraie tâche d'un enseignant

Les violences faites aux enfants

Notre peuple court-il allègrement à sa perte? En vieillissant on a parfois la tentation de le penser. Mais les prophètes de malheur ont mauvaise presse. Il y a des raisons d'espérer des redressements qui s'imposent, et déjà des signes encourageants se dessinent, comme par exemple cette bonne volonté d'un grand nombre pour que la famille et l'école conjuguent encore mieux leurs tâches d'éducatrices de la jeunesse. Sachons apprécier ces louables efforts et revenons à l'essentiel.

Madame Lassalle Laberge

la tribune la finance et l'économie

Bertin Castonguay, 34 ans

Un vaste carré de sable pour univers...

Avoir, à 34 ans, un carré de sable pour univers, voilà qui n'est pas commun...

Il faut toutefois avouer que le carré de sable qui est aujourd'hui l'univers de Bertin Castonguay ne ressemble guère au carré de sable où il pataugeait durant son enfance. Il est beaucoup plus vaste. Il cou-

vre quasiment tout le Québec, une partie du Nouveau-Brunswick et, dans quelques années, il couvrira sans doute presque toute la Nouvelle-Angleterre.

Son carré de sable, ce n'est plus l'arrière-cour de la grange où, il y

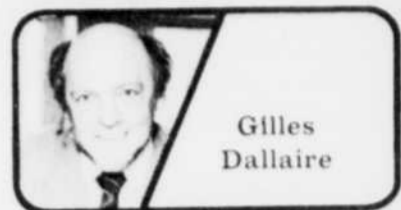
a 35 ans, alors que le quartier ouest de Sherbrooke commençait à empiéter sur les champs, les pâturages et la forêt, son père, Charles, produisait des blocs et des briques de béton. C'est tout un réseau d'usines et de centres de distribution réunis sous la bannière de Groupe Permacon.

"Groupe Permacon a pris forme en janvier, quand trois entreprises engagées dans la production de blocs de béton, de pierres à patio et de tuyaux de béton, Bloc Vibré, Industries Fortier et Pierres Léviennes, ont mis en commun leur expertise et leurs ressources humaines et financières", explique Bertin Castonguay en révélant que cette alliance profitait aux trois entreprises puisqu'elle favorisait la rationalisation de leurs opérations, leur permettait d'offrir à leur clientèle une gamme élargie de produits et rendait possible leur pénétration sur des marchés qui, jusque-là, leur avaient échappé.

Autre avantage et non des moindres, souligne-t-il, Groupe Permacon, maintenant riche de cinq usines, de deux centres de distribution, de 300 employés et d'un chiffre d'affaires annuel de 35 millions \$, était placé dans une position de force vis-à-vis de ses concurrents et de ses fournisseurs.

"La création de Groupe Permacon a été l'aboutissement de démarches qui ont été amorcées voilà plusieurs années", confie Bertin Castonguay qui révèle que le tout premier pas a été une décision prise en 1978, alors que le seul actif de Bloc Vibré était une usine, construite en bordure de la rue Panne-

tenace. Sitôt Les pourparlers rompus, il s'est tourné vers Industries Fortier, une entreprise implantée à Québec depuis 35 ans qui possédait une usine près de Montréal. Les négociations ont abouti, il y a un peu moins de six mois, à la création de Groupe Permacon dont il est le président.



Gilles Dallaire

S'il n'en tient qu'à lui et à ses bras droits, son frère, Rejean, et Gaétan Fortier, ce n'est pas demain que l'expansion de Groupe Permacon va s'arrêter.

"Dans cinq ans, nous serons présents dans toutes les régions du Québec et nous aurons tout probablement des usines et des centres de distribution en Nouvelle-Angleterre. Il y a là un marché énorme et nous ne voulons pas être les derniers à en prendre une part", affirme-t-il tout en révélant qu'il rêve d'associer les investisseurs québécois à la croissance de Groupe Permacon et qu'il est possible que, dans quelques années, peut-être même dès l'an prochain, l'entreprise offre ses titres au public afin de soutenir son expansion.

Transformer une petite entreprise, prospère, certes, mais dont le potentiel de croissance était fort limité en une entreprise de taille moyenne qui dessert le Québec et le Nouveau-Brunswick et vise la Nouvelle-Angleterre n'a pas été chose facile. "Il a fallu trimer dur", d'avouer Bertin Castonguay qui, avant d'endosser le complet de l'administrateur, a dû, comme son père et comme son frère, jouer de la pelle et de la brouette.

Une expérience qu'il ne regrette pas du tout. Il peut juger, d'un simple coup d'oeil, de la qualité des produits qui sortent des usines de Groupe Permacon. Il peut aussi admirer, avec un orgueil qui n'est pas déplacé, un ouvrage qu'un de ces produits a servi à construire et se dire qu'il est pour quelque chose dans sa beauté et sa solidité.

"Je n'ai pas tout fait tout seul, loin de là. J'ai eu la chance d'avoir des collaborateurs d'une valeur exceptionnelle tout autour de moi", affirme-t-il.

"Cette année-là, j'ai décidé, de concert avec mon frère, Rejean, qui est mon partenaire, de produire à Sherbrooke les pierres à patio dont Bloc Vibré était, jusque-là, le distributeur. J'étais persuadé que ces pierres, conçues en Europe où leur usage est très répandu, seraient en forte demande pendant plusieurs années encore. Nos espoirs n'ont pas été déçus. En 1980, nous avons acheté, tout près de Trois-Rivières, une usine dont les produits étaient sensiblement les mêmes que les produits de notre usine de Sherbrooke. Cet achat nous a ouvert tout le centre du Québec. En février 1982, en pleine recession, nous avons loué, à Québec, pour une période d'essai d'un an, avec une option d'achat, l'usine qui nous fournissait les pavés de béton dont nous étions les distributeurs. Nous n'aurions pas pu tomber plus à point. L'entreprise qui avait construit cette usine et l'avait dotée d'un outillage du tout dernier cri était embourbée dans des difficultés financières très graves. Nous avons exercé l'option avant même qu'elle ne vienne à échéance", raconte Bertin Castonguay qui souligne que cet achat a donné à Bloc Vibré un accès relativement facile à un marché dont la conquête aurait été extrêmement longue et difficile dans d'autres circonstances.

Il restait le marché de Montréal, de loin le plus important. Le conquérir de l'extérieur paraissait une entreprise risquée. Le conquérir de l'intérieur paraissait possible. Il y a deux ans, Bertin Castonguay entreprenait des démarches auprès d'une entreprise solidement implantée sur place. Ces démarches étaient toutefois abandonnées, l'an dernier, une entente qui aurait fait de Bloc Vibré l'égal du partenaire dont l'alliance était recherchée semblait très lointaine.

Bertin Castonguay est un homme



Bertin Castonguay, président du groupe Permacon.

Régime d'épargne-actions

MONTREAL (PC) — Voici les cours des compagnies inscrites au Régime d'épargne-actions, à la fermeture de la Bourse, le vendredi, 9 mai, tels que compilés par la maison Lévesque, Beaubien Inc.

Compagnie	Année de l'émission	Déduction en pc	Prix à l'émission	Prix au 9-5-86
Abcourt	85	150	\$7.00	\$3.60
Aligro	84	150	\$5.00	\$22.00
Amusecor	83	150	\$2.00	\$2.45
Armtext	85	150	\$2.00	\$2.10
Artopex	85	150	\$5.00	\$10.20
Astral Bellevue	82	100	\$4.50	\$13.30
Banque d'Épargne	83	100	\$18.50	\$22.40
Banque Nationale	85	50	\$18.50	\$26.60
Berkley priv. conv.	84	150	\$4.00	\$4.75
Biotech	84	150	\$5.00	\$5.50
Bombardier B.	85	75	\$13.00	\$22.20
Boutique San Francisco	85	150	\$5.75	\$9.20
Bulltrite Nightingale	85	100	\$8.50	\$12.10
Canam Manac A	84	100	\$9.50	\$16.30
Cancom	84	150	\$5.00	\$11.40
Cascades	82	150	\$1.25	\$13.40
Cascades	84	100	\$4.69	\$13.40
Cascades	85	100	\$10.75	\$13.40
CB Pack	84	75	\$12.75	\$27.00
Central Dynamics priv. A	85	150	\$5.00	\$2.65
Ciment St-Laurent A	84	75	\$12.00	\$35.40
Ciment St-Laurent A	85	50	\$22.00	\$35.40
Circo Craft Inc.	84	150	\$8.25	\$10.70
Circuits Helix Inc.	83	100	\$4.50	\$4.55
CFI Inc.	85	75	\$13.75	\$21.30
Comterm Inc.	83	100	\$10.00	\$1.75
Consolidated Bathurst	85	50	\$16.75	\$24.70
Continental Pharma Croysan A	85	100	\$5.00	\$7.00
Continental Pharma Croysan B	85	150	\$5.00	\$7.00
Corp. Fin. Power	85	50	\$27.37	\$45.40
Datagram Inc.	84	150	\$3.00	\$3.20
Datamark	85	150	\$2.00	\$5.70
Dofor Inc.	85	50	\$9.75	\$13.40
Domtar Inc.	85	50	\$18.50	\$31.00
Donohue Inc.	83	100	\$10.38	\$25.50
Donohue Inc.	85	50	\$17.38	\$25.50
Dufresnoy Inc.	82	100	\$0.60	\$0.40
Entreprises Hartco	84	150	\$7.00	\$3.90
Equipements Denis	85	150	\$2.00	\$3.35
Exploration Augmito	85	150	\$1.50	\$0.95
Exploration Brosnor	85	100	\$0.88	\$0.39
FCA International	84	100	\$18.00	\$16.50
Fiducie Guardian ord.	83	100	\$6.25	\$10.40
Fiducie Guardian priv. A	83	100	\$6.00	\$6.40
Fiducie Guardian priv. B	84	150	\$10.00	\$7.40
Gaz Métropolitain	83	100	\$7.75	\$12.10
Gaz Métropolitain	85	100	\$11.50	\$12.10
Goodfellow	84	150	\$5.00	\$6.20
Groupe Kaufel	85	150	\$6.00	\$12.50
Groupe Lacroix	85	150	\$3.50	\$3.00
Groupe La Laurentienne	85	50	\$10.00	\$12.50
Groupe Sanivan	85	100	\$5.00	\$6.20
Groupe Totec	85	150	\$2.00	\$5.30
Groupe Transcontinental GTC	84	150	\$8.75	\$12.00
Groupe Vidéotron	85	75	\$7.75	\$13.60
Guardcor Invest.	85	150	\$10.00	\$6.00
Ideal Metal	85	150	\$5.25	\$6.20
Imasco	81	100	\$18.07	\$34.70
Industries Charan Inc.	84	150	\$3.25	\$13.30
Industries Charan Inc.	85	100	\$10.00	\$13.30
IPL	85	150	\$5.75	\$10.00
LavalinTech	85	100	\$5.00	\$3.50
Le Groupe Forex	83	100	\$5.00	\$0.95
Magasins Château	83	150	\$11.25	\$15.40
Mines D'OrKierna Inc.	83	100	\$25.00	\$22.40
Lambert Somec	85	150	\$3.25	\$5.60
La Véndrye	83	100	\$4.00	\$3.40
Le Groupe ACSI Inc.	85	150	\$2.00	\$5.30
Le Groupe Cogeco	85	100	\$7.50	\$9.00
Les Industries Promatex	85	150	\$3.25	\$3.45
Les Ordinateurs Hypocrat Inc.	85	150	\$3.30	\$8.60
Louvem ord.	85	150	\$2.00	\$1.18
Louvem ord.	83	100	\$4.50	\$1.18
Louvem priv. conv.	84	150	\$5.00	\$2.25
Matco Mart	85	150	\$2.50	\$2.50
Maufort	84	100	\$1.00	\$0.69
McNeil Mantha	84	150	\$3.00	\$11.30
M-Corp (Bourse de Toronto)	85	150	\$14.75	\$26.00
Memotec	85	150	\$7.50	\$10.30
Mines Belmorat	85	100	\$2.75	\$2.80
Mines D'Or Val	84	150	\$1.50	\$2.25
Mines Dagamami	84	100	\$5.25	\$4.10
Mines JAG	84	100	\$1.60	\$0.38
Montréal Trust	84	75	\$12.50	\$25.50
Montréal Trust	85	50	\$15.00	\$25.50
Morgan Trust	84	100	\$6.00	\$2.91
MPA Video Inc.	85	150	\$4.25	\$2.85
Multidev Immobilia	85	150	\$3.00	\$6.30
Multidev Priv. Conv. S.2	85	150	\$4.75	\$7.00
Muscoho priv. conv.	85	150	\$8.00	\$13.00
Office Equipment	85	100	\$6.00	\$14.60
Perkins	84	150	\$5.75	\$10.20
Petro Sun priv.	84	150	\$4.00	\$3.05
Premier Choix TVEC	85	150	\$5.00	\$8.60
Pro-Optic	83	150	\$2.00	\$3.25
Provigo	85	100	\$16.20	\$19.70
Quebecor	85	100	\$4.33	\$17.20
Radiomutuel	85	100	\$5.00	\$8.20
Ressources Alguebelle	85	100	\$5.00	\$2.60
Ressources auNore	--	100	\$3.00	\$0.75
Ressources Eider	85	100	\$0.70	\$0.68
Ressources La Pause Inc.	85	100	\$0.70	\$0.38
Ressources Yorbeau	85	150	\$0.70	\$0.84
Restaurants Sports Scene	85	150	\$2.50	\$4.80
Sensomatic Canada	83	150	\$8.25	\$4.25
Sico	85	100	\$13.75	\$22.00
Sumabus Inc.	85	100	\$5.00	\$7.40
Tapis Peerless	86	75	\$8.87	\$14.60
Techmire Ltée	85	150	\$4.00	\$4.20
TEE COM Electronics Inc.	86	100	\$1.60	\$3.20
Tele-Capital	84	100	\$5.00	\$13.70
Tembec	84	100	\$6.00	\$4.10
UPA Inc.	84	100	\$17.50	\$29.60
Unigesco priv. cum.	84	100	\$6.00	\$12.00
Unigesco B	85	100	\$4.75	\$5.60
Uni-Select Inc.	85	150	\$3.00	\$6.60
Vismay Transport	85	150	\$7.25	\$8.70
Volcano	85	150	\$7.50	\$13.30

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

CARRIERE DE VENTE MARCHÉ "AUTOMOTIVE"

Ouverture immédiate dans un territoire établi pour Sherbrooke et environs.

Nos clients sont des stations-service et garages.

- Exigences:
- personne qui possède expérience dans la vente
 - ambition et esprit d'entreprise
 - capacité de travail indépendant

- Nous offrons:
- salaire et commission
 - 25,000\$ à 35,000\$
 - entraînement complet et opportunité d'agrandir sa propre distribution.

Si vous désirez de plus amples détails, appelez à frais virés:

PRODUCTS JOMAR LTD
Div. CWA Ltd
M.R. Derago
416-745-2415

Le siège social retourné à Montréal après 5 ans en Ontario

MONTREAL (PC) — Les cadres de la société Ericsson Communications Inc. croyaient faire une bonne affaire, il y a cinq ans, lorsqu'ils ont pris la décision de déplacer leur siège social de Montréal vers Mississauga, en Ontario.

Mais le fournisseur suédois de poste de base et de systèmes de commutation pour le réseau de téléphone cellulaire de la société

Canter est revenu dans la métropole. L'an dernier, pour la première fois depuis dix ans, le Québec a connu, grâce à la mi-

gration intérieure un accroissement net de sa population — plus de 4,000 personnes —, affirme Statistique Canada.

Les investissements commerciaux sont à la hausse, l'espace de bureau disponible dans le centre-ville diminue et la communauté des af-

aires commence à reprendre confiance.

Ce retour à Montréal "ne faisait pas partie de nos projets à long terme" en 1981, a déclaré le président d'Ericsson, M. Brian Durance, au cours d'une entrevue.

"Nous éprouvions des difficultés à recruter (à Montréal) le personnel de gestion de haut calibre dont nous avions besoin."

Mais après avoir arrêté son choix sur Montréal comme emplacement d'un nouveau centre de recherche, la société a décidé qu'il était raisonnable de rapatrier le siège social par la même occasion.

Entre 1976 et 1979, plus de 100 compagnies, pour la plupart gérées par des anglophones, ont partiellement ou totalement démenagé leurs opérations hors du Québec, indiquent des statistiques compilées par le député libéral montréalais Reed Scowen.

Les transferts de grandes sociétés sur une haute échelle, alliés à l'attrait d'em-

ploiés bien payés à l'époque du boom albertain, ont été les principaux facteurs qui avaient contribué à cette époque à l'accroissement de la migration vers l'extérieur du Québec.

Statistique Canada affirme que 137,000 personnes ont quitté le Québec, entre 1976, — année de l'accession au pouvoir du Parti québécois — et 1985.

Selon le vice-président exécutif du Bureau de Commerce de Montréal (Board of Trade), M. Alex Harper, l'attitude négative qui imprégnait la ville il y a quelques années cède graduellement le terrain à une confiance renouvelée des investisseurs.

La Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal (CIDEM), qui cherche à attirer de nouveaux investisseurs dans la ville, affirme que le taux d'occupation de l'espace à bureaux dans le centre-ville devrait chuter à 9 pour cent d'ici l'automne.

Pour un rapprochement entre le Québec et l'Ontario

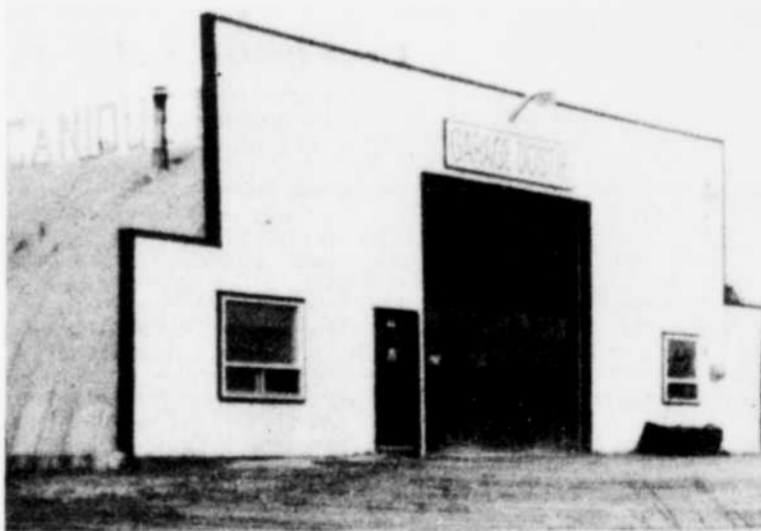
VAL D'OR (PC) — Le ministre ontarien responsable des Mines, M. René Fontaine, a lancé un appel en faveur d'un rapprochement Québec-Toronto en matière de politique minière. Le ministre Fontaine participait, à Val d'Or, à une rencontre avec une centaine de représentants de l'industrie minière, à l'occasion de laquelle il a eu un premier tête-à-tête d'une heure et demi avec son homologue québécois Raymond Savoie.

Les deux ministres avaient d'ailleurs matière à sympathiser, tous deux préparent actuellement chacun une nouvelle loi minière qui sera déposée devant la législature de leur province respective au cours des prochains mois. D'autres

rencontres entre les deux hommes pourraient aussi avoir lieu au cours des prochaines semaines, a révélé le ministre Savoie, ne serait-ce, par exemple, qu'à des fins de consultations avant la présentation de leur législation.

Rappelant l'importance de l'industrie minière pour les deux provinces, une production de 441 millions l'an dernier en Ontario contre 408 millions au Québec, le ministre Fontaine a souhaité une étroite communication entre l'Ontario et le Québec, de façon à permettre aux deux provinces de s'adapter aux conditions fluctuantes du marché, et de développer des politiques gouvernementales flexibles.

A VENDRE



Bâtiment idéal pour atelier d'usinage, garage, entrepôt, etc. Dimensions 50'x52', sur terrain commercial de 150' de façade par 120' de profondeur, à Rock Forest, coin boul. Bourque et rue Martin, à 1/2 mille des limites de Sherbrooke. Très bien isolé.

Si dimension trop grande, le bâtiment et le terrain peuvent être acquis par 2 entreprises différentes.

Vente directe par le propriétaire.
Informations: (819) 569-5455

la tribune agriculture

Terres agricoles: les préparatifs sont importants

par Serge ROUSSEAU

DISRAELI — Une bonne préparation des terres agricoles est essentielle si l'on veut exploiter au maximum le potentiel des superficies cultivées. Un PH des sols trop élevé, des engrais chimiques inadéquats, des semences pauvres ou l'utilisation d'un herbicide sont autant de facteurs qui peuvent influencer le rendement d'une terre. Aussi, faut-il s'assurer que tous les éléments soient propices à la réussite.

Selon M. Mario Ravenelle, technicien agricole à la Société coopérative agricole de Disraeli, le succès tient à la conjugaison de plusieurs éléments. Il insiste sur le fait que chaque terre devient individuelle en regard de ses besoins.

Ainsi, précise-t-il, deux surfaces cultivées peuvent comporter des différences notables à plusieurs niveaux, dont celui de la température du sol.

D'après les dires de M. Ravenelle, il faut travailler le sol lorsqu'il

est suffisamment sec et dégelé. En outre, on doit éviter de circuler inutilement sur la terre à cause de l'effet de compaction qui s'ensuit. Dans le rang 10 de Thetford Mines, il peut y avoir 15 jours de différence entre deux terres relativement à la température. C'est un territoire disparate en ce qui a trait aux besoins des agriculteurs.

Acidité du sol

L'acidité du sol est un autre des éléments qu'il faut considérer, le PH doit se situer à 6,5 pour que les plantes transforment le mieux possible les éléments du sol. On sait

que dans la région, la tendance naturelle est plutôt acide.

L'ajustement du sol avec l'aide de la chaux doit se faire si possible en automne selon M. Ravenelle même s'il est possible de le faire au printemps.

Selon le technicien agricole, le choix des engrais chimiques doit se faire après une étude approfondie, sinon les agriculteurs devront y aller avec des moyens qui ne seront pas toujours des plus efficaces.

En dépit du fait que les semences certifiées soient davantage dispendieuses, M. Ravenelle les recommande d'emblée. Ainsi, les standards de germination sont contrôlés et élevés, atteignant même 97 pour cent dans le cas du maïs. De plus,

les mauvaises herbes sont mieux maîtrisées et les semences exemptes de maladie.

Prudence

M. Ravenelle insiste sur la prudence lors d'application d'engrais chimiques qui doit s'exécuter en fonction des besoins identifiés après analyse. Les agriculteurs doivent aussi faire preuve d'énormément de circonspection en utilisant les produits chimiques pour traiter les champs.

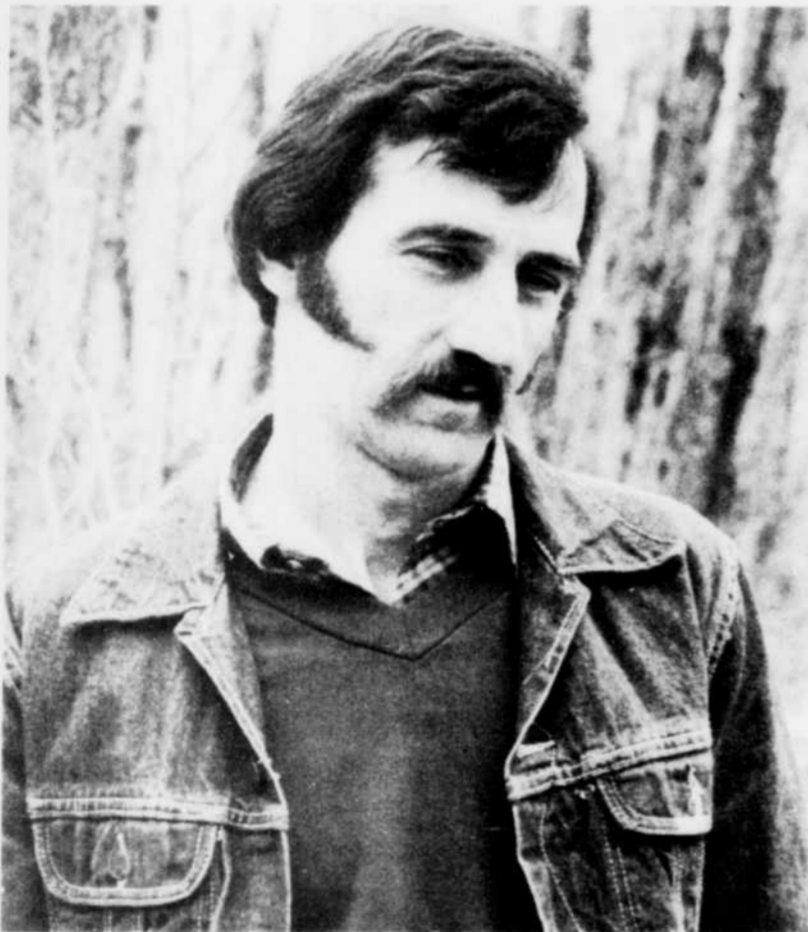
Par exemple, il faut suivre les instructions à la lettre quand vient le moment d'appliquer les herbicides. En d'autres termes, le mo-

ment de l'épandage et le bon dosage sont primordiaux. Une mauvaise utilisation peut même "brûler" un champ.

En outre, d'ajouter M. Ravenelle, on doit respecter les règles de sécurité et se prémunir contre les effets nocifs en employant, lorsque le besoin se fait sentir, gants et masques protecteurs. M. Ravenelle précise que la Société coopérative offre un service de calibrage pour les arroseuses.

Le technicien agricole mentionne que ce bref survol de quelques éléments de base ne constitue que des lignes directrices générales pour ce domaine vaste et complexe qu'est l'agriculture.

Nos producteurs



Nom: **André Roy**
 Genre de production: **Sucre et sirop d'érable**
 Nombre d'arbres: **2,800 érables**
 Capacité de production: **6,000 livres de sirop**
 En production agricole depuis: **1979**
 Endroit: **Ste-Cécile de Whitton**

F. LAPOINTE & FILS

- UN PUIS ARTESIEEN CHEZ-VOUS EN UNE JOURNEE
- POMPES A EAU DOMESTIQUES COMMERCIALES, INDUSTRIELLES
- ATELIER DE REPARATIONS
- SERVICE D'ANALYSE ET DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE ET USEE
- VENTE ET REPARATION DE BOYAUX HYDRAULIQUES

ILS NE FONT QUE CA!

596, Route 220, St-Elie d'Orford (819)

566-8484



4e Concours des produits de l'érable

SHERBROOKE (MM) — Le ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec annonce la tenue de la quatrième édition du concours des produits de l'érable dont les résultats seront connus à l'occasion d'Expo-Québec 1986.

Comme par le passé, le concours vise à encourager l'effort des acériculteurs exploitant une érablière au Québec, à améliorer la qualité et la présentation de leurs produits

et à vulgariser leurs diverses utilisations auprès des consommateurs.

L'acériculteur qui aura cumulé le plus de points dans chacune des sept classes de produits sera nommé "Maître sucrier 1986".

Classe 1: Sirop d'érable no 1, extra-clair.

Classe 2: Sirop d'érable no 2, clair.

Classe 3: Sirop d'érable no 2, médium.

Classe 4: Beurre d'érable.

Classe 5: Sucre d'érable pur.

Classe 6: Sucre d'érable granulé.

Classe 7: Emballage cadeau (au moins trois produits différents devront constituer l'emballage cadeau).

Les propriétaires d'érablières désireux de participer au concours doivent demander immédiatement leur formule d'inscription à Gaston B. Allard, Service des productions végétales, 200-A, chemin Sainte-

Foy, Québec, GIR 4X6. La date limite d'inscription est le 31 mai.

Les gagnants mériteront des bourses en argent et verront leurs produits présentés à Expo-Québec et au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation à Montréal.

Le titre de "Maître sucrier 1985" avait été accordé à M. Marcel Viens, acériculteur de Sainte-Clair, comté de Dorchester.

Villes et villages fleuris 1986: inscriptions jusqu'au 30 mai

SHERBROOKE (MM) — Instauré en 1979, le concours "Villes, villages et campagnes fleuris du Québec" connaît chaque année une popularité grandissante. Ainsi en 79, on a enregistré 178 inscriptions. L'an der-

nier, on dénombrait 472 municipalités participantes.

Les municipalités ont jusqu'au 30 mai pour s'inscrire au concours par l'entremise de leur conseil municipal. Elles s'engagent

alors à former un comité d'embellissement ayant pour mandat d'organiser le concours "Maisons fleuries". La composition du jury pour ce concours est laissée à la discrétion des édiles municipaux.

Les municipalités inscrites au concours sont réparties en quatre catégories: ville de plus de 10,000 habitants; ville de moins de 10,000 habitants; village et campagne. Elles sont d'abord visi-

tées par un jury régional composé de trois personnes nommées par le ministre de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec.

Cette année, les municipalités qui auront à

défendre leur titre sont Chicoutimi dans la catégorie "Ville de plus de 10,000 habitants", Compton et Champlain respectivement dans les catégories "Village fleuri" et "Campagne fleuri".

Le monde agricole

SHERBROOKE (MM) — Environ 20 pour cent des terres arables du Canada souffrent de dégradation. A court terme, cette dégradation des sols ne constitue pas une menace à l'approvisionnement alimentaire canadien, mais constitue une contrainte importante quant à la rentabilité des agriculteurs.

Estimations à l'appui, il peut être avancé que la dégradation des sols représente en coûts un milliard de dollars par année à l'économie canadienne. Et à mesure que la qualité des sols se détériore, les coûts de production augmentent pour les producteurs agricoles. En même temps que la qualité des sols diminue, la qualité de l'environnement se détériore aussi.

L'Institut de recherches sur les terres, à Ottawa, travaille à la cartographie de toutes les zones du Canada qui sont menacées ou touchées par la dégradation des sols. Chaque province aura son ensemble de cartes distinct, sauf les provinces de l'Atlantique qui seront regroupées. Les cartes, construites à

partir de données sur les dangers de l'érosion hydrique, d'érosion éolienne et d'acidification devraient être prêtes l'automne prochain.

— 0 —

La présidence du Comité de survie du lait industriel est maintenant assurée par M. Jeannot Caron, de Windsor. Il succède ainsi à Jacques Dion, qui a démissionné de son poste en raison de sa nomination, à titre d'administrateur, au Syndicat des producteurs de lait de l'Estrie.

— 0 —

A cause de raisons

biologiques, de la destruction progressive de son habitat et de la récolte massive qu'on en fait, le ministère de l'Environnement du Québec recommande fortement aux amateurs de s'abstenir de faire la cueillette de l'ail des bois, de même que d'en acheter, afin de ne pas mettre en danger la survie de cette espèce.

Le MENVIQ rappelle qu'à part le goût exquis de l'ail des bois, cette plante ne possède pas de propriétés médicinales ou alimentaires différentes de celles que possèdent l'ail cultivé.

ÉQUIPEMENT DE FERME

Bodco

FABRICANT DE CHAINES DE REMPLACEMENT POUR ECUREURS

Nous manufacturons également des stalles, logettes, bois à eau, nettoyeurs, transmissions et chevrons d'acier.

10, Route 249
 St-François Xavier, Qué.
 Route 55, Sortie 71 sud
 1 mille de Windsor
(819) 845-7824

5810

NOS PRIX SONT LES MEILLEURS!

ISOLATION DE BATIMENTS DE FERME A L'URETHANE GICLEE

Revêtement Richmond inc.

1092, Belmont, Melbourne, 826-3607

Gouttières
 Isolation
 Renovation 5815

Estimation gratuite dans toute la région. Composez sans frais: 1-800-567-6033

C'est fou, mais j'avais un goût de nouveau

JAYMAR PROPOSE UN SALON CONTEMPORAIN

- TISSU 100% ACRYLIQUE DANS UN CHOIX DE 5 COULEURS
 TAUPE BEIGE ROSE GRIS AQUA
- A. CANAPE _____ 868\$
 - B. CAUSEUSE _____ 728\$
 - ETAGERE MODULAIRE FINI BRILLANT LAQUE NOIR OU AMANDE AVEC POIGNEE DE LAITON QUATRE ELEMENTS DISPONIBLES.
 - C. PORTE VITREE _____ 360\$
 - D. CABINET _____ 360\$
 - E. BIBELOTS _____ 280\$
 - F. BAR _____ 358\$
 - TABLES AVEC DESSUS LAQUE DE FORME CARREE OU RECTANGULAIRE
 - G. TABLE DE SERVICE _____ 228\$
 - H. TABLE DE BOUT (CARREE) _____ 188\$

PRIX EN VIGUEUR POUR 15 JOURS



C'est fou comme on se comprend mon marchand et moi

SÉLECTION

Bureau et Bureau inc.
 600, rue Galt Ouest, Sherbrooke
 566, 1^{re} Avenue, Asbestos

MEUBLES
SÉLECTION

la tribune arts et divertissements

Gaston Ricard, peintre

Le courage de vouloir vivre de son art

une entrevue de Rachel LUSSIER

Le peintre est résolument réaliste. Figuratif. L'homme lui, transmet des émotions qui ne sont pas sans révéler une belle naïveté. De celles qui ressemblent à la sincérité des enfants face aux cadeaux que leur fait la vie.

Gaston Ricard est né en 1940. 39 ans plus tard, le gamin "bon en dessin" n'a pas encore quatre toiles à son actif. En 1980, l'homme de 40 ans prend un risque à cent pour cent. Aujourd'hui, l'artiste vit confortablement de sa peinture et de la galerie qu'il dirige.

Une question de courage? Sans doute. Une question d'amour surtout. "J'y ai mis le temps, j'avoue que j'ai été inquiet, angoissé même. J'ignorais où tout ça me mènerait financièrement. J'appréhendais la réaction du public face à la qualité de mon travail. Je voyais, avec une conscience brutale le bout de chemin que j'avais à faire. Imaginez, je n'avais jamais suivi de cours..."

Autodidacte en amour

Dès le bas âge, Gaston Ricard manifeste intérêt et talent pour le dessin. Il rafle des concours, enseigne aux élèves de 9e année alors que lui-même est en 4e, joue déjà du crayon tous les jours. Et tout s'arrête là, la vie semble aller dans une autre direction.

"J'ai grandi à une époque où l'on voyait surtout des calendriers et des crucifix aux murs des maisons du Québec. De plus, nous étions onze à table à la maison et nous vivions loin des grands centres. L'i-

dée même de faire ce qu'on appelait à l'époque, ses Beaux-Arts ne pouvait m'effleurier."

Ricard adulte touche 36 métiers dont l'hôtellerie. Si "le crayon court toujours quotidiennement", c'est surtout pour son plaisir. Au fil des années, il tâte tout de même un peu de la caricature pour un hebdomadaire régional, suit des cours par correspondance de l'Institut Walt Disney, travaille le design commercial avec M. Laurian Beaulac. "Au moins me disais-je, je fais du dessin."

De belles expériences, mais rien qui puisse assouvir la soif de l'artiste qui profite de ses loisirs et de ses vacances pour "courir les galeries et en apprendre davantage."

On ne vit qu'une fois

Fin des années '70, Gaston Ricard est devenu propriétaire d'une quincaillerie. Prospère. Mais insatisfait. C'est l'heure du risque, du choix non calculé. Il troque tout contre une galerie d'arts qu'il installe à East-Angus. "... juste avant qu'on ne détourne les voies de circulation!"

L'artiste perd de l'argent. Beaucoup. Seulement il peint de plus en plus et il est heureux. "Sachant que je ne vivrais pas deux fois, je me suis accroché. Ma femme l'a fait

avec moi," souligne-t-il, et c'est l'ouverture d'une seconde galerie à Sherbrooke: "là où j'ai commis ma seconde bêtise en achetant à prix fort, par ignorance du métier, une série de toiles qui ne valaient rien."

Une chemise. Des pinceaux. De l'audace et de l'énergie. Le peintre poursuit ses apprentissages de l'art pictural et de la direction de galerie. L'un et l'autre ont pour lui de l'importance. "Je ne voulais pas que mes toiles s'en aillent dans la garde-robe. Il me fallait donc un lieu."

Encore un début

M. Ricard n'a aucune prétention. Il travaille de son mieux. Il se veut en constante recherche de progrès, notamment en ce qui a trait à la luminosité et à la gradation de couleurs. Il s'imagine encore qu'il "a de la chance."

"C'est vrai que tout marche bien maintenant. Les gens aiment ce que je fais. Je ne dois cependant pas cesser de chercher, car nombreux sont les peintres autodidactes qui exploitent la veine figurative. Après sept ans, je suis après tout encore au début."

En fait, l'évolution de Ricard s'est, en peu de temps, nettement démarquée. Des pinceaux à la spatule, il revient de plus en plus aux pinceaux. "C'est plus doux, plus calme. Mieux je maîtrise mes couleurs, mieux je contrôle les flous, plus j'aime."

L'oeuvre titrée "Mélodie de la pluie", entre autres, est grande et significative de la teneur que prend le peintre; orientation que l'on retrouve d'ailleurs dans l'ensemble de la production 1986 actuellement exposée à la galerie de la Caisse populaire Sherbrooke-est.



(Photo La Tribune par Bernard Vanier)

"J'aime suffisamment la nature pour transposer sans trahir. Je reste fidèle, mais je me veux de plus en plus personnel."

"Les gens commencent à me reconnaître par l'originalité que je tente de donner à mes lumières et cela me procure un plaisir énorme."

"Je fais des accotements de couleurs sur une feuille blanche, je les mets au panier, je recommence. Je veux donner ma propre version

lumineuse et un angle de plus en plus personnel aux paysages que tout le monde peut voir. Au besoin, je transpasse."

Une approche commerciale? "Moi je ne trouve pas. J'ai besoin de peindre beaucoup. Le public répond. Cela a pour moi de l'importance. Et ça n'empêche en rien la progression. Au contraire."

Une belle simplicité dans l'oeuvre comme chez l'homme. Chez l'une comme dans l'autre, un regard en grand angulaire pose en plein coeur de nature vivante. Ses grands moments? "Voir une de mes toiles partir pour l'étranger et entendre d'autres artistes ou des amateurs d'art tels Jeannine Blais m'encourager."



(Photo La Tribune par Claude Poulin)

Nathalie Dupuis expose chez Horace

La sherbrookoise Nathalie Dupuis expose à la galerie Horace, rue King ouest à Sherbrooke jusqu'au 25 mai. "Situation: Mémoires", première exposition de la jeune artiste qui raconte souvenirs et événements tirés du quotidien.



(Photo La Tribune par Claude Poulin)

"Les Oisillons" en concert

La chorale "Les Oisillons" et les écoliers de 3e, 4e et 5e années de l'école Boisjoli à Rock Forest présentaient récemment un concert intégrant danses, musiques et chants de diverses ethnies. Les tout-petits ont travaillé durant toute l'année scolaire sous la direction de Josée Cambron et de Jean-Claude Milot.

Les musiciens-éducateurs réclament le respect de l'enseignement de la musique

SHERBROOKE (DD) — La Fédération des associations de musiciens-éducateurs du Québec (FAMEQ) demande au gouvernement du Québec que soient respectées les modalités régissant l'enseignement de la musique au niveau élémentaire et secondaire.

Réunis en congrès ce week-end à Thetford-Mines, les membres de la FAMEQ ont étudié la situation de l'enseignement de la musique au Québec et saisi les représentants du ministère québécois de l'Éducation, ainsi que les membres des Communications Marcel Masse du problème que vit, selon eux, ce secteur.

Ce congrès, organisé sous le thème "Musique: création et technologie", regroupait près de 200 enseignants et environ 150 exposants et animateurs. Les participants ont également pu réfléchir sur divers sujets reliés plus spécifiquement à la musique. Samedi soir, ils ont assisté à un concert offert par des jeunes de la région de Québec.

La musique sacrifiée

Plusieurs exposants de matériel pédagogique, technologique et musical étaient sur place. Michel Laliberté, secrétaire adjoint de la FAMEQ, a expliqué que l'éducation musicale est souvent sacrifiée au profit de l'anglais, au deuxième cy-

cle de l'élémentaire, et au profit des sciences, au niveau secondaire.

De l'avis de la FAMEQ, cette situation entraîne "un manque de préparation des élèves au niveau du CEGEP et de l'université" pour l'apprentissage de la musique. Selon Michel Laliberté, cette tendance s'observe à l'ensemble du Québec.

"On sait que dans le régime pédagogique, les arts ont leur place", soutient-il.

Samedi, à la clôture des ateliers, les enseignants ont rencontré les représentants gouvernementaux et leur ont exposé la situation.

Par après, une conférence de presse réunissant le ministre

Masse, les représentants du ministère de l'Éducation et de la Centrale d'enseignement du Québec (CEQ), a eu lieu.

Michel Laliberté a expliqué que la FAMEQ aurait souhaité voir le ministère de l'Éducation adopter des mesures pour septembre 1986, mais il semble que celles-ci se feront attendre encore un peu.

M. Laliberté a toutefois indiqué que les participants ont reçu l'assurance que le ministre Claude Ryan a en sa possession les dossiers nécessaires et prendra position sous peu.

Parmi les propositions, les membres de la FAMEQ veulent qu'il soit "bien établi

dans les commissions scolaires que l'enseignement de l'art est obligatoire et qu'il faut suivre le programme pédagogique tel qu'il existe".

La FAMEQ demande d'autre part au gouvernement "de tenir des états généraux sur l'enseignement de la musique au Québec durant l'année qui vient", a fait savoir son porte-parole.

MERCREDI \$250 SPECIAL
BELVEDERE 1
 Tél. 562-3969 2 FILMS 18 ans
 CHARLES BRONSON
JUSTICIER DE N.Y. 9h20
 MANNOIR DE L'HONNEUR 7h30
BELVEDERE 2
 Tél. 562-3969 2 FILMS 18 ans
INVASION USA 9h10
NINJA 3 7h30
 6341

LOCATION
 • TV • VIDEO • CASSETTES
 • JEUX VIDEO • AMPLIFICATEURS • ETC
G. DOYON-TV/SON
 1112 rue Consoil Sherbrooke
 Tél. 565-3177 562-7886

LA MAISON DU CINÉMA
 9 AU 12 MAI
 7h00 L'ANNEE DES MEDUSES (14 ans)
 7h15 PADRE NUESTRO (V.F.) (14 ans)
 9h15 L'AVENTURE, C'EST L'AVENTURE (G)
 9h30 PERIL EN LA DEMEURE (14 ans)
 6171
 61, rue King ouest, Sherbrooke, Q.C. J1H 1P1, 566-8782

\$2.50 TOUS LES MARDI
GAGNANT de 7 OSCARS
SOUVENIRS D'AFRIQUE
 version française de OUT OF AFRICA
 cinéma de paris
 08268
 117 rue King SHERBROOKE 568 7626

APHR O DITE 18 ans
 avec Valerie Kaprisky
 CINEMA 1 7h00 — 8h50

MISSION VERS L'ENFER
 18 ans
 La guerre s'achève mais pour MAGGIO elle ne fait que débiter...
 CINEMA 3 7h20 — 9h10

CINEMAS CARREFOUR DE L'ESTRIE
 3050, boul. Portland, Sherbrooke, 565-0366
CINE- \$250 MARDI

rose bonbon
 version Française de "PRETTY IN PINK"
 CINEMA 2 7h30 — 9h30
le 3 juin recensement
 6276

A l'horaire de Câble 11

- LUNDI 12 MAI 1986
 16H00: TELE-CONFERENCE (Championnat National de motos sur terre battue)
 16H30: PROTECTION-AUTO PLUS (Information sur l'auto et autres produits de consommation)
 17H00: SPECIAL (Dans le cadre de la journée internationale des infirmières, présentation d'un vidéo sur cette profession)
 17H15: TELE-CONFERENCE (Infor-Deuil / Coopérative Funéraire de l'Estrie)
 17H30: REFLETS D'ART (Entre-

- vue avec des artistes de tous les domaines)
 18H00: VIA JESUS (Discussion, témoignage)
 19H00: ECHOS DE L'AU-DELA (Esotérisme avec Rafaël Payeur)
 19H30: EN DIRECT DE L'HOTEL LE BARON-DEBATS DE LA COMMISSION ROCHON
 22H30: PREMIERE PAGE (Affaires publiques et communautaires)
 23H30: POILS ET PLUMES (Information sur les animaux)

Echos du monde artistique

Le peintre sherbrookois Yvon Daigle est au nombre des 77 participants de 22 pays d'Europe et d'Amérique qui convergent vers la Suisse à l'occasion du 15e concours international de peinture naïve. C'est la première fois que le Canada est représenté à ce concours et ce sont trois peintres québécois qui représentent l'art naïf d'ici. Chaque artiste présente une seule toile. M. Daigle ayant choisi une oeuvre intitulée Lorsque l'on mourait à la maison, travail réalisé en 1983. Au total sept prix seront attribués par un jury international ou siégeront notamment la conservatrice au Musée des Arts décoratifs de Paris, la directrice du Musée de l'Athénée et le chef du département Beaux-Arts de la télévision suisse Romande. Le concours se tient en Suisse, à la galerie Pro arte kasper de Morges.

Le voyage de Mulroney en Chine

Maintien des liens privilégiés avec le Canada

BEIJIN (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney aura réussi à maintenir les relations privilégiées entre le Canada et la Chine en dépit du départ de son prédécesseur Pierre Trudeau et des craintes de Pékin face à une modernisation devenue hors de contrôle.

Terminant lundi une visite officielle de trois jours en Chine, M. Mulroney semble avoir réussi à poursuivre le rapprochement amorcé par le premier ministre Trudeau au début des années 70 alors que le Canada fut l'un des premiers pays à reconnaître la Chine communiste. M. Mulroney entretient une tournée aujourd'hui à Séoul alors qu'à Ottawa son ministre Sinclair Stevens doit faire face à des accusations de conflit d'intérêt. Le député libéral Lloyd Axworthy a réclamé le retour immédiat du premier ministre au pays. "Vous êtes l'ami du peuple chinois", a déclaré sans ambages le numéro un chinois, Deng Xiaoping, au début d'un échange de plus d'une heure accordé au leader canadien samedi. Architecte du mouvement de modernisation amorcé par son pays, Deng Xiaoping, âgé de 82 ans, mé-

nage ses audiences et pour tous les observateurs le seul fait qu'il ait consenti à rencontrer M. Mulroney est fort significatif quant à l'importance que la Chine accorde à ses rapports avec le Canada. Tout au long de sa tournée, M. Mulroney a insisté sur la volonté canadienne d'accompagner la Chine dans la "seconde longue marche" de son plan de modernisation industrielle et technologique commencé au tournant de la décennie. Cependant, M. Mulroney n'a pas osé soulever la question des prisonniers politiques incarcérés par le gouvernement chinois et qui précèdent l'Amnistie internationale. Les fonctionnaires canadiens qui ont abordé la question, se sont fait dire que ça ne regardait en rien le Canada. Au cours de sa tournée en fin de semaine, M. Mulroney a aussi pu rencontrer le premier ministre

Zhao Ziyang et le président du Parti communiste Ho Yaobang.

L'angoisse du chaos

Mais c'est dans une Chine angoissée par les problèmes engendrés par le mouvement de modernisation amorcé il y a cinq ans qu'est débarqué le premier ministre Mulroney. Avec le politicien canadien, Deng, l'initiateur de toutes ces réformes a longuement insisté sur la nécessité pour Pékin de contrôler soigneusement le rythme du progrès. La Chine craint par exemple qu'une modernisation anarchique des villes ait un effet dévastateur sur l'équilibre des populations, provoquant un déferlement de paysans pauvres, attirés vers une vie moins austère vers les grands centres. Chaque année, six millions de jeunes Chinois arrivent sur le marché du travail, un problème qui se pose avec de plus en plus d'acuité pour Pékin. Pour Deng Xiaoping, la Chine doit se donner des cibles ré-

alistes de croissance d'ici la fin du siècle, "et ne visera pas à dépasser qui que ce soit".

De son côté le premier ministre Mulroney a rappelé à ses interlocuteurs l'expertise canadienne dans des secteurs comme l'agriculture, les transports, les télécommunications et l'hydro-énergie. Un savoir faire dont le premier ministre Zhao Ziyang a reconnu la qualité. Pour cimenter les liens que veut préserver le Canada avec la Chine, M. Mulroney n'était par ailleurs pas arrivé les mains vides à Pékin. Pour les cinq prochaines années Ottawa doublera les budgets de l'agence de coopération et de développement international consacrés à la Chine, qui passeront de \$100 à \$200 millions. On donnera aussi aux Chinois une usine d'engrais chimiques d'une valeur de \$300,000. En revanche le Canada est déterminé à ce que la Chine n'oublie pas les Canadiens au moment de distribuer ses contrats. Ottawa a doublé ses effectifs au bureau de Beijing et ouvrira prochainement une délégation à Shanghai. Pour réduire les taux d'intérêt

sur les projets canadiens en Chine, Ottawa consacrera \$350 millions de plus à la société pour l'expansion des exportations. Cette injection était nécessaire parce que les entreprises canadiennes ne parvenaient plus à concurrencer les bas taux d'intérêt offerts par les Européens, notamment, pour arracher des contrats de Pékin. Le passage du premier ministre Mulroney en Chine coïncidait avec un blitz commercial d'importantes entreprises canadiennes, qui a accouché de plusieurs contrats.

Consolidated Bathurst, propriétaire de Power Corporation, est parvenu à signer avec Pékin un accord pour la construction en Chine d'une usine de pulpe et de papier et d'une usine de fabrication de bouteilles. La Canada Steamship Line s'est aussi entendu avec les Chinois pour la construction d'une flotte de cargo pour le transport de charbon. D'autres contrats seraient imminents pour De Havilland et Pratt and Whitney. Dans toutes ces initiatives toutefois, il reste impossible d'obtenir des chiffres sur les ré-

percussions tangibles des ententes, et leur échéancier.

Lavalin International espère toujours décrocher le contrat de \$6 millions pour l'étude de faisabilité du gigantesque projet hydro-électrique sur le fleuve Yangtze. Ce projet de centrale, d'une valeur de \$30 milliards, la plus grosse du monde, est toutefois sujet à une vive controverse en Chine et nul ne peut prédire quand il ira de l'avant, ont indiqué des dirigeants chinois à M. Mulroney.

Devant les hommes d'affaires canadiens, M. Mulroney a rappelé qu'il faudrait permettre aux Chinois de vendre davantage au Canada en les familiarisant avec les habitudes canadiennes de consommation.

Depuis trois ans, les ventes de la Chine ont pratiquement doublées passant de \$246 à \$403 millions. Le Canada vend toujours pour environ \$1,2 milliard à Pékin mais ces dernières années, la proportion de vente de biens manufacturés a monté en flèche tandis que la part du blé diminuait constamment.

A la police de Sainte-Foy: méfiance et tension interne

QUEBEC (PC) — Après une semaine d'audiences, la Commission de police a déjà permis de faire ressortir combien la tension et la méfiance marquaient les relations entre les policiers de Sainte-Foy, à partir de 1980. Depuis lundi dernier, la Commission de police se penche sur l'administration, la gestion, la discipline qui régnait à cette époque au sein du corps policier de Ste-Foy. Le premier témoin a été le directeur André Sainte-Marie, relevé de ses fonctions à la fin 85 par le conseil municipal de Ste-Foy. En relatant les incidents, M. Sainte-Marie a donné un aperçu du climat de méfiance extrême qui minait les relations entre policiers. Les policiers se fuyaient entre eux, enregistrèrent leurs conversations téléphoniques, se proféraient parfois même des menaces de mort. La détérioration du climat de travail a commencé vers 1980, avec ce que la Commission nomme l'"affaire Asselin". Malgré un ordre contraire de son chef Sainte-Marie, ce policier avait décidé d'acheter des actions dans un bar de danseuses de la banlieue de Québec. Le chef Ste-Marie soupçonnait

alors le policier de "venir poinçonner à 9h00" au poste de police, mais de quitter ensuite son travail pour se rendre au motel en question. Il l'a fait suivre par une agence privée de surveillance SOPEQ, ou Société de protection et d'enquête du Québec. Cette enquête, ainsi que d'autres faits reliés au même policier, ont envenimé le climat de travail. Des clans se sont créés, selon M. Sainte-Marie. Certains désapprouvaient les méthodes d'enquête et la filature d'un de leurs collègues par une agence privée. Tout ce mécontentement couvait. De plus, le copropriétaire de l'agence de surveillance, à cette époque, était M. Edouard Desnoyers, un ami de longue date du chef de police Sainte-Marie. Depuis, l'agence a été vendue à une compagnie de Montréal. Le climat s'est encore envenimé quand, en décembre 81, l'enquêteur John Tardif a déposé une plainte contre l'agence SOPEQ pour une présumée écoute électronique illégale. La semaine dernière, le détective John Tardif est venu raconter que c'est un enquêteur de SOPEQ qui lui avait servi d'informateur. Celui-

ci l'aurait informé que le patron de SOPEQ, M. Desnoyers, lui faisait faire de l'écoute électronique chez sa petite amie, dans leur domicile commun. Il semblerait que John Tardif ait par la suite connu bien des retards dans son enquête. Le chef Sainte-Marie décida de remettre le dossier à la Sûreté du Québec lorsque son enquêteur porta plainte. La SQ ne proposant que de prêter assistance à la police de Ste-Foy, elle remit le dossier au chef de police. Celui-ci ne transféra le dossier à son enquêteur que quelques semaines plus tard. Le chef Sainte-Marie jure qu'il n'a jamais averti son ami Desnoyers que son agence faisait l'objet d'une enquête de la police de Ste-Foy pour écoute électronique supposément illégale. La Commission de police étudie le dossier selon la chronologie des événements. Les audiences reprennent mardi, avec le témoignage du sergent Serge Lefebvre. Ce dernier, après avoir plaidé coupable pour le meurtre de deux agents de la police de Québec, a demandé cette semaine la permission d'en appeler de son plaidoyer.

Tout danger de catastrophe serait écarté en URSS

Selon AFP
Un éminent académicien soviétique a affirmé hier à Moscou qu'il n'y avait plus de possibilité théorique de catastrophe à la centrale nucléaire de Tchernobyl, alors que la psychose de la radioactivité s'emparait de la ville de Kiev (130 km de Tchernobyl) et commençait à gagner Moscou.

Admettant pour la première fois qu'il existait réellement jusqu'à ce jour une possibilité théorique de catastrophe, une grande quantité de combustible et de graphite du réacteur étant en incandescence, l'académicien Evgueni Velikhov, qui passe pour être l'un des principaux conseillers de M. Mikhaïl Gorbatchev pour les problèmes nucléaires, a affirmé: "Desormais, ceci n'existe plus. Une nouvelle étape de travaux commence pour déterminer les endroits les plus contaminés", a-t-il précisé. Un train de mesures préparatoires est d'ailleurs en cours pour le bétonnage du compartiment du quatrième réacteur, a annoncé l'agence TASS. De plus, le gouvernement réaffirme que le niveau de radiation aux frontières occidentales de l'URSS

est normal. Ce taux reste inchangé sur le territoire de l'Ukraine et de la Biélorussie. Par ailleurs, selon des témoignages parvenus hier à Moscou, une véritable psychose de la radioactivité règne à Kiev où la population s'organise pour sortir le moins possible. Les difficultés d'approvisionnement accroissent l'inquiétude de la population et les magasins proposent surtout des conserves et des produits surgelés. Cette psychose gagne peu à peu Moscou. L'agence Tass a évoqué pour la première fois samedi les dangers potentiels de contamination par voie alimentaire, ce qui a poussé bon nombre d'acheteurs à s'enquérir de l'origine des produits avant de les acheter. Par ailleurs, les douze États membres de la Communauté éco-

nomique Européenne ne sont pas arrivés à se mettre d'accord samedi sur le seuil à partir duquel la santé des Européens était en danger. Aussi n'ont-ils pas réussi à adopter samedi à Bruxelles un projet d'accord visant à se prémunir contre les retombées de Tchernobyl. Le projet d'accord soumis aux Douze de la CEE constituait un paquet global en deux volets indissociables, dont l'adoption ne pouvait se faire qu'à l'unanimité des voix. Il prévoyait, d'une part, la suspension de certaines importations en provenance de sept pays de l'Est (URSS, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Bulgarie, Roumanie et Yougoslavie) et d'autre part, la fixation d'un taux de radioactivité acceptable pour les produits en circulation à l'intérieur même de la Communauté. Rome a jugé que le taux maximum accepté par la RFA de 350 becquerels (9,5 nanocuries) d'iode 131 par kilo de légumes à feuilles, était trop bas et a réclamé un taux de 1.000 becquerels (27 nanocuries).

Plus de 2,000 personnes au Jardin zoologique de Granby samedi

GRANBY (PC) — Ils sont venus d'un peu partout: de Granby, de Montréal, des Etats du Maine et de New York, d'Ontario et des quatre coins du Québec. Plus de 2,000 personnes ont franchi les tourniquets du Jardin zoologique de Granby, samedi, à l'occasion de la journée d'ouverture de la 33ème saison du zoo. Selon un des responsables de l'accueil des visiteurs, M. Claude Petit, le nombre d'entrées est supérieur à celui des dernières années. "Ca fait six ans que je travaille ici, et c'est la première fois que tant de gens viennent au zoo, pendant la journée d'ouverture". Il faut dire que le soleil était lui aussi un visiteur fort apprécié et qu'il a certainement contribué au succès de cette journée inaugurale. A preuve, cette famille de Montréal qui est venue passer l'après-midi au zoo. "Il faisait tellement beau quand nous nous sommes levés ce matin, que nous avons décidé de venir visiter le zoo", a raconté M. Juan Sepulveola. En visite à Granby pour la première fois, la famille Sepulveola, de Montréal, compte bien y revenir encore cet été. "Les jeunes aiment tellement les animaux", a dit ce père de trois enfants. Venus de Rosemère, Nadine, Jean-Philippe et Laurent voulaient voir à tout prix les singes et les girafes. Leurs parents, Michel Viau et Joanne Céré, n'en étaient pas à leur première visite au Jardin zoologique de Granby. Mais Michel Viau n'en fait pas moins des découvertes chaque fois qu'il y revient: "On apprend d'où proviennent les animaux et comment ils vivent. On se cultive en se récréant".



Les animaux du Zoo de Granby ont retrouvé leur public, samedi, jour d'ouverture de la 33e saison du jardin. Environ 2,000 personnes ont franchi les tourniquets pour l'occasion.

Frais modérateurs Le cas du CLSC Kateri sera étudié

MONTREAL (PC) — Le cabinet de la ministre de la Santé et des Services sociaux se penchera sûrement sur le cas du CLSC Kateri, sur la rive sud de Montréal, qui pratique une politique de frais modérateurs depuis plusieurs années. Mme Lavoie-Roux n'a cependant pas voulu de cette affaire depuis

trois semaines, un mois. J'en ai même parlé lors de l'étude des crédits du ministère, en commission parlementaire", a-t-elle mentionné au cours d'un entretien téléphonique. Le directeur du CLSC, M. Claude Langlois, avait expliqué que les frais modé-

teurs étaient perçus selon les revenus des patients, sur les soins à domicile dispensés par l'établissement.

LOUEZ DE TOUT
569-9548
LOCATION MARTINEAU
Vente des produits Honda et Lawn-Boy
2456, rue King ouest 7921x

Quand tu vis un moment difficile et que tu as besoin de parler. A Secours-Amitié il y a quelqu'un pour l'écouter.

UNE Lueur D'ESPOIR... SECOURS/AMITIÉ
poste d'écoute: 564-2323
Sans frais d'appel:
LAC-MÉGANTIC
RICHMOND-ASBESTOS
Composez 0 et demandez Zenith 5-3060

A TOUTE HEURE DU JOUR ET DE LA NUIT

Au moins 4 morts sur les routes du Québec

MONTREAL (PC) — Au moins quatre personnes ont perdu la vie de façon accidentelle ce week-end sur les routes du Québec. Un jeune homme de 25 ans, Jeffrey Robinson, d'Ottawa, est mort samedi vers 22h après avoir dérapé dans une courbe et capoté dans le ravin sur la route 105 à Wakefield. Un homme de 74 ans, Thomas-Louis Tremblay, de Chambord, a péri lors d'une collision impliquant trois véhicules survenue samedi soir, vers 21 heures, sur la route

169, à Chambord, au Lac St-Jean. Gilbert Fournier, âgé de 54 ans, de Rimouski, est décédé vers 8h samedi matin, sur la route 132 ouest près de Sayabec, dans le comté de Matapédia, après que sa voiture eut percuté un ponceau. Une voiture a heurté un ponceau vers minuit 15, dans la nuit de vendredi à samedi, sur la route 277 à Saint-Anselme, comté de Bellechasse. Diane Audet, âgée de 18 ans de Saint-Anselme, passagère du véhicule, a perdu la vie.

METTEZ UN FREIN À VOS PROBLÈMES

DE FREINS

À compter de **54.95** Pour les freins arrière à tambour

74.95 pour les freins à disque avant de la plupart des voitures américaines.

(supplément pour les plaquettes semi-métalliques)

- la pose des sabots de frein de première qualité
- FREINS À DISQUE AVANT**
- le resurfaçage de vos disques de frein
- la pose de plaquettes de frein à disque de qualité supérieure
- le nettoyage et le regarnissage des roulements des roues avant

Les plaquettes de frein à disque et les sabots de frein sont garantis aussi longtemps que vous possédez votre voiture.

VOICI CE QUE NOUS EFFECTUONS:
l'inspection des freins de votre véhicule, sans frais.
FREINS ARRIÈRE À TAMBOUR
• le resurfaçage de vos tambours de frein

LES AS

MIDAS

"Nos prix sont imbattables".
3030, rue King ouest Sherbrooke, Qué.
Tél.: (819) 563-3828
(Face au restaurant McDonald)

Autres spécialités
SILENCIEUX AMORTISSEURS RESSORTS

Installation faite par nos experts